

## **II. CADRE ET OBJECTIFS DU RÉGIME DE POLITIQUE COMMERCIALE**

### **1) APERÇU GENERAL**

1. Pendant la période à l'examen (2007-2011), l'Australie n'a apporté aucune modification importante à son régime de commerce et d'investissement extrêmement transparent. Elle a poursuivi sa réforme réglementaire visant à éliminer les obstacles et améliorer la productivité. Les responsables politiques continuent de s'appuyer sur de nombreuses analyses économiques de qualité émanant d'institutions gouvernementales (comme le Département du Trésor) et d'organismes consultatifs indépendants (comme la Commission de la productivité).

2. Tout en restant attachée au multilatéralisme, l'Australie a mis davantage l'accent sur la possibilité d'élargir ses relations commerciales préférentielles en signant des accords très complets avec des partenaires commerciaux (comme le Chili) et des groupes régionaux importants (comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ou les négociations en vue de l'Accord de partenariat transpacifique) malgré les coûts liés aux négociations et à l'administration et des bénéfices incertains dont font état certaines contributions à une étude indépendante réalisée en 2010 par la Commission de la productivité. Les engagements pris en vertu de ces accords vont au-delà de ceux pris au titre des Accords de l'OMC dans de nombreux domaines, y compris les services et l'investissement et, dans certains cas, semblent s'appliquer à tous les partenaires commerciaux (par exemple pour les droits de propriété intellectuelle).

3. L'Australie a continué à admettre en franchise de droits les importations des pays les moins avancés (PMA) tandis que les préférences accordées aux autres pays en développement subissent une érosion du fait des droits NPF et d'autres réductions tarifaires préférentielles. Le pays a pris une part active à l'initiative "Aide pour le commerce" sur les plans multilatéral, régional et bilatéral. L'Australie a participé à une affaire dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC en qualité de défendeur et à plusieurs autres en tant que tierce partie.

4. L'Australie a maintenu sa position libérale en matière d'investissement étranger. La législation sur l'investissement étranger, qui a été légèrement modifiée afin de réduire les coûts de mise en conformité liés aux notifications, continue de cibler les grands projets d'investissements en se fondant sur des critères d'intérêt national définis de manière vague mais non prescriptifs, et limite la participation étrangère dans certains domaines sensibles comme les transports aériens et maritimes internationaux (et peut-être, plus récemment, les ressources naturelles). Cette législation ne semble pas avoir été un obstacle aux flux entrants d'IED puisque 0,1% seulement des demandes (portant uniquement sur des biens immobiliers) ont été rejetées en 2008/09.

### **2) CADRE CONSTITUTIONNEL ET INSTITUTIONNEL GENERAL<sup>1</sup>**

5. Le cadre constitutionnel et institutionnel de l'Australie n'a pas changé depuis le dernier examen de sa politique commerciale.

6. Le pouvoir exécutif est conféré au chef de l'État, représenté par le Gouverneur général, qui est nommé par le souverain britannique. Le Gouverneur général nomme le Premier Ministre qui est, par convention, le chef du parti majoritaire ou de la coalition de partis détenant la majorité des sièges à la Chambre des représentants. Sur avis du Premier Ministre, le Gouverneur général désigne les ministres d'État. Le Premier Ministre et les ministres sont responsables devant le Parlement.

---

<sup>1</sup> Pour en savoir plus sur le cadre constitutionnel et institutionnel de l'Australie, voir les documents de l'OMC WT/TPR/S/104 du 26 août 2002 et WT/TPR/S/178/Rev.1 du 1<sup>er</sup> mai 2007.

7. Le pouvoir législatif est dévolu au Parlement, qui se compose des 150 membres de la Chambre des représentants (la Chambre basse) et des 76 membres du Sénat (la Chambre haute). Les dernières élections des membres de la Chambre des représentants et de la moitié du Sénat (40 sièges) ont eu lieu le 21 août 2010. Les prochaines élections de la Chambre des représentants devront avoir lieu avant le 21 août 2013. Le Parlement a, entre autres choses, la compétence exclusive d'imposer et de modifier les droits de douane. Les deux chambres ont la possibilité de présenter des projets de lois et de procéder à des amendements, sauf lorsqu'il s'agit de lois relatives à la monnaie et à la fiscalité, que seule la Chambre des représentants peut proposer. Les projets de loi adoptés par les deux chambres et acceptés par le Gouverneur général deviennent lois.

8. Le pouvoir judiciaire est dévolu à la Haute Cour d'Australie, qui est la Cour d'appel en dernier ressort, ainsi qu'à la Cour fédérale, au Tribunal familial, au Tribunal fédéral de première instance et à d'autres tribunaux. Chaque État et Territoire dispose de sa propre hiérarchie de tribunaux, la compétence de chacun variant d'un État à l'autre et d'un Territoire à l'autre. Tous les États et les Territoires ont une Cour suprême; les décisions de la Haute Cour fédérale sont contraignantes pour tous les autres tribunaux australiens.

9. En vertu du système fédéral australien, le pouvoir est divisé entre le Commonwealth et les six États; outre ceux-ci, il existe plusieurs Territoires, parmi lesquels deux sont autonomes, bien que le Commonwealth ait le pouvoir ultime.<sup>2</sup> Chaque État a sa propre constitution et son propre gouvernement. Les États et les Territoires sont responsables d'un certain nombre de politiques liées au commerce, comme la normalisation, les marchés publics et le commerce d'État. Les États ont le pouvoir législatif dans des domaines comme l'agriculture, l'éducation, la santé, l'application des lois et les services. Ils peuvent aussi accorder des primes ou imposer des taxes en ce qui concerne les activités des industries extractives. Le gouvernement fédéral a la compétence exclusive pour toutes les autres primes ou mesures de soutien. En cas de contradiction entre la législation fédérale et celle d'un État, c'est la première qui prévaut afin d'assurer l'uniformité dans l'ensemble du Commonwealth. Depuis 1992, le Conseil des gouvernements australiens a facilité les consultations, la coopération et la coordination des politiques entre le Commonwealth, les États et les Territoires, afin d'éviter des incohérences éventuelles dans plusieurs domaines (chapitres III et IV). Pendant la période à l'examen, il a lancé, développé et suivi la mise en œuvre des réformes politiques d'importance nationale, nécessitant une coopération entre les gouvernements australiens. Depuis mars 1993, en vertu de l'Accord australien de reconnaissance mutuelle conclu entre le Commonwealth, les États et les Territoires, les marchandises légalement vendables dans un État ou un Territoire peuvent être vendues dans tout le pays, et les personnes qui exercent une profession agréée dans un État ou un Territoire peuvent pratiquer dans d'autres juridictions.

### **3) STRUCTURE DU MECANISME DE FORMULATION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE**

#### **i) Pouvoir exécutif du gouvernement**

10. Le Ministère du commerce et le Département des affaires étrangères et du commerce extérieur restent les principaux responsables des politiques commerciales bilatérales, régionales et multilatérales ainsi que de l'administration de tous les traités. Les autres organismes qui ont une influence sur la politique commerciale internationale et sur les relations commerciales internationales sont le Département fédéral de l'agriculture, de la pêche et des forêts, le Département des communications, du réseau numérique à large bande et de l'économie numérique, le Département des

---

<sup>2</sup> Les six États sont les suivants: Nouvelle-Galles du Sud, Queensland, Victoria, Australie-Méridionale, Australie-Occidentale et Tasmanie. Quant aux deux Territoires, il s'agit du Territoire du Nord et du Territoire fédéral.

finances et de la déréglementation, le Département de la santé et du vieillissement, le Département de l'infrastructure, des transports et du développement régional, le Département de l'innovation, de l'industrie, de la science et de la recherche, le Département des ressources, de l'énergie et du tourisme, et le Département du Trésor.

## ii) Organes consultatifs

11. Le mécanisme de formulation et d'évaluation de la politique commerciale de l'Australie, qui est très transparent, continue de faire intervenir l'exécutif, les organes consultatifs et les entreprises, les organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que d'autres parties prenantes. La Commission de la productivité reste le principal organe d'évaluation et de consultation du gouvernement en matière de politique et de réglementation microéconomiques. Elle entreprend des projets et des enquêtes publiques à la demande du gouvernement, établit des rapports d'exécution et assure d'autres services pour des organismes publics. Outre ces évaluations, la Commission de la productivité publie un examen annuel sur le commerce et l'aide contenant des estimations quantitatives de l'aide accordée à l'industrie, qui constitue une contribution importante pour le présent examen.<sup>3</sup> D'autres organismes indépendants (comme la Direction des transports et des communications) continuent à évaluer l'impact et l'efficacité de la politique gouvernementale et à fournir des conseils. Le gouvernement établit par ailleurs de temps à autre des groupes spéciaux chargés d'effectuer des enquêtes. Les autorités ont de plus en plus recours à Internet pour lancer des consultations publiques sur des sujets précis. La transparence, et notamment le recours à des institutions indépendantes telles que la Commission de la productivité pour évaluer la politique gouvernementale, a grandement facilité les réformes économiques et assuré leur poursuite. Cependant, cette excellente évaluation des politiques et de la transparence a un prix: à titre d'exemple, en 2008/09, le budget de la Commission de la productivité s'élevait à 31,8 millions de dollars australiens.<sup>4</sup>

## 4) LOIS ET REGLEMENTATIONS COMMERCIALES

12. Les lois commerciales australiennes revêtent essentiellement la forme de textes législatifs et de règlements d'application. Les textes législatifs sont imprimés séparément alors que les règlements sont publiés dans les Commonwealth of Australia Gazettes.<sup>5</sup> Les ministères, départements et autres organes diffusent des communiqués de presse et d'autres types d'avis au public. Des dispositions similaires existent pour les gouvernements des États et des Territoires. Les tribunaux australiens ont examiné les dispositions législatives concernant la mise en œuvre de certains traités internationaux mais il semble que lors de la période à l'examen, les dispositions relatives à l'Accord sur l'OMC n'aient pas été prises en compte dans les actions en justice nationales.

---

<sup>3</sup> Pendant la période à l'examen, le travail de la Commission de la productivité a porté, entre autres, sur l'alimentation en eau des zones urbaines, sur l'enseignement et la formation de la main-d'œuvre, sur les conséquences et l'utilité des réformes du COAG (Conseil des gouvernements australiens), sur les sociétés de recherche-développement rural, sur les accords commerciaux bilatéraux et régionaux, sur les rapports annuels sur les charges que la réglementation imposait aux entreprises, sur l'analyse comparative des performances en matière de réglementation des entreprises (évaluation de la planification, du zonage et du développement, santé et sécurité au travail), sur les arrangements de commercialisation à l'exportation de blé et sur les mécanismes du marché pour la récupération de l'eau dans le bassin de Murray-Darling. Adresse consultée: <http://www.pc.gov.au/projects>.

<sup>4</sup> Commission de la productivité (2009).

<sup>5</sup> Il s'agit des journaux officiels suivants: *Government Notices Gazette*; *Australian Public Service Gazette*; *Government Purchasing*; *Business Gazette*; *Australian Securities and Investments Commission Gazette*; *Tariff Concessions Gazette*; *Chemical Gazette*; *Australian Pesticides & Veterinary Medicines Authority Gazette*; *Food Standards Gazette*. Adresse consultée: <http://www.publications.gov.au/gazettes.html>.

13. Depuis le précédent examen, l'Australie a poursuivi l'analyse de sa législation dans plusieurs domaines commerciaux et liés au commerce afin de réaliser des gains de productivité, de réduire les coûts de conformité et de supprimer toute la législation des États et Territoires qui serait incohérente, coûteuse ou ferait double emploi. Le 29 novembre 2008, le COAG est convenu d'un accord national de partenariat visant à obtenir une économie nationale sans barrières afin d'améliorer la productivité australienne en réduisant les coûts des échanges entre les différentes juridictions et en supprimant les obstacles réglementaires à ces échanges.<sup>6</sup> Par cet accord, le Commonwealth s'engage à verser aux États et aux Territoires jusqu'à 550 millions de dollars australiens sur cinq ans afin de faciliter et de récompenser l'adoption de 27 réformes prioritaires. Il existe également huit domaines entrant dans le cadre des réformes sur la concurrence qui ne bénéficient pas de récompense financière.<sup>7</sup> Ces récompenses ne seront versées que si les échéances principales fixées dans le plan de mise en œuvre de l'accord sont respectées. En novembre 2010, un tiers environ des réformes étaient achevées ou en voie d'achèvement. Selon une étude réalisée en 2010, les principes de l'OCDE pour une réglementation efficiente favorisant l'ouverture des marchés sont largement reflétés dans le cadre réglementaire australien<sup>8</sup> mais malgré la volonté du pays de parvenir aux meilleures pratiques internationales, d'autres améliorations restent souhaitables et possibles.<sup>9</sup>

14. Pendant la période considérée, l'Australie a présenté un grand nombre de notifications à l'OMC, y compris des communications concernant des données tarifaires et commerciales destinées à la base de données intégrée (tableau AII.1). En outre, son ferme engagement en ce qui concerne la transparence continue de se traduire par la présence de sites Internet dans la plupart des entités du secteur public, qui ont grandement facilité la préparation du présent examen.

15. Afin de lutter contre la corruption<sup>10</sup>, l'Australie est signataire de la Convention de l'OCDE de 1997 sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales

---

<sup>6</sup> Bureau de la meilleure pratique réglementaire (2009).

<sup>7</sup> Les domaines de réforme concernés par l'Accord sont notamment les suivants: législation uniforme sur la santé et la sécurité au travail, réglementation des sociétés fiduciaires, réglementation du crédit à la consommation, valeurs mobilières personnelles, évaluation et agréments en matière d'environnement, licences accordées aux gens d'affaires, réglementation relative à la sécurité des produits, agents de santé et réglementation des produits chimiques et des plastiques (Bureau de la meilleure pratique réglementaire, 2009).

<sup>8</sup> Selon l'*Indice d'opacité* 2009 qui sert à évaluer les carences en ce qui concerne l'existence de pratiques transparentes, exactes, visibles et couramment acceptées dans les relations entre les pouvoirs publics, les entreprises et les investisseurs, l'Australie était classée au 3<sup>ème</sup> rang (au 4<sup>ème</sup> rang en 2007/08) sur 48 économies examinées. L'Indice d'opacité est composé de cinq éléments qui peuvent être vus comme du "capital social négatif". Il s'agit de la corruption, des déficiences du système juridique, des politiques économiques de mise en œuvre, des normes de comptabilité et du gouvernement d'entreprise, et de la réglementation. Les notes obtenues par l'Australie en matière de normes de comptabilité, de gouvernement d'entreprise et de réglementation sont disproportionnellement basses par rapport aux notes obtenues dans d'autres domaines (Milken Institute, 2009).

<sup>9</sup> Ces améliorations incluent des moyens de suivre l'application des dispositions relatives à une évaluation précise de l'impact sur le commerce et l'investissement dans le cadre du processus d'analyse d'impact de la réglementation; de continuer et d'intensifier les efforts visant à harmoniser les accords de libre-échange signés par l'Australie; de continuer à réduire et rationaliser l'aide du gouvernement à l'industrie et aux services; de continuer et d'intensifier les efforts d'harmonisation des normes australiennes avec les normes internationales; de renforcer la transparence dans l'élaboration des normes; de réformer le système d'inspection et de quarantaine; et de poursuivre les politiques visant à harmoniser les normes de sécurité des produits (OCDE, 2010d).

<sup>10</sup> Selon l'*Indice de perception de la corruption*, qui mesure le degré de corruption perçu dans les administrations publiques dans 180 pays et Territoires, l'Australie arrivait au 8<sup>ème</sup> rang avec une note de 8,7 sur 10 (Renseignements en ligne de Transparency International. Adresse consultée: <http://www.transparency.org/>

internationales, par laquelle les 38 pays qui y sont parties s'engagent à faire de la corruption d'agents publics étrangers une infraction pénale. Les entreprises australiennes candidates aux crédits à l'exportation de l'EFIC (Société de financement et d'assurance à l'exportation, voir chapitre III) doivent s'engager à supprimer la corruption, qu'elle soit liée à la conduite d'un agent ou à celle d'un partenaire commercial. En février 2010, les amendes applicables au délit de corruption étrangère ou nationale ont été fortement augmentées pour atteindre des niveaux dissuasifs qui vont de 1,1 million de dollars australiens maximum pour un individu à 11 millions de dollars australiens maximum pour les entreprises ou l'équivalent de trois fois la valeur des bénéfices obtenus par la corruption, le montant le plus élevé étant retenu. Si la valeur des bénéfices obtenus par la corruption ne peut être évaluée, l'amende sera alors de 11 millions de dollars australiens maximum ou de 10% du chiffre d'affaires annuel de l'entreprise et des sociétés connexes. Cependant, selon un rapport de Transparency International, en 2010, l'Australie figurait parmi les 27 pays dont le cadre juridique comportait des lacunes importantes en matière de lutte contre la corruption; dans le cas de l'Australie, ces insuffisances concernaient son cadre juridique et son système de mise en œuvre.<sup>11</sup> Selon les autorités, les questions liées aux normes d'audit et aux dénonciations d'abus pourraient être inexactes. Plusieurs de ces insuffisances alléguées sembleraient provenir d'une mauvaise compréhension du droit australien; de plus, le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption ne considère pas que le droit australien ait des lacunes en matière de lutte contre la corruption étrangère. Bien qu'aucun cas de corruption nationale n'ait été rapporté, quatre cas de corruption étrangère impliquant des entreprises australiennes (par exemple blé, contrats de fourniture de billets de banque, minerais de fer) faisaient l'objet d'une enquête en 2010.

## **5) OBJECTIFS DE LA POLITIQUE COMMERCIALE**

16. La politique commerciale australienne reste fondée sur l'idée que l'ouverture des échanges, la croissance et les résultats économiques ainsi que le niveau de vie (emploi, gain de bien-être) sont fortement liés; une place importante est accordée à l'amélioration de la compétitivité internationale et à l'accès aux marchés à l'étranger. Afin d'atteindre ces objectifs, l'approche de l'Australie en matière de politique commerciale est à la fois multilatérale, régionale et bilatérale. Malgré une ouverture des échanges et une évolution de la politique commerciale, des instruments commerciaux et des instruments de politiques liées au commerce continuent d'être utilisés pour soutenir les mêmes activités de façons différentes (par exemple automobiles, textiles, vêtements et chaussures, principaux services d'infrastructure), faussant ainsi l'allocation des ressources dans l'économie (chapitre IV).

## **6) ACCORDS ET ARRANGEMENTS COMMERCIAUX**

### **i) OMC**

17. L'Australie est un membre originel de l'OMC et accorde au moins le traitement de la nation la plus favorisée (NPF) à tous ses partenaires commerciaux. Elle n'est partie à aucun des accords plurilatéraux de l'OMC. L'Australie soutient le mécanisme d'examen des politiques commerciales (MPEC), dont elle est membre fondateur, le considérant comme un moyen de promouvoir la transparence dans l'élaboration des politiques.

---

policy\_research/surveys\_indices/cpi/2009/cpi\_2009\_table). En 2005, elle était au 11<sup>ème</sup> rang (sur 179) avec une note de 8,6 sur 10.

<sup>11</sup> Transparency International (2010).

*Cycle de Doha*

18. Depuis son dernier examen, l'Australie a participé activement aux négociations commerciales multilatérales du Cycle de Doha; ses dernières communications ont trait au commerce des services, au commerce et à l'environnement, à la facilitation des échanges, aux ADPIC et aux subventions à la pêche. L'Australie estime que l'aboutissement du Cycle de Doha offrirait à la population active et aux entreprises d'énormes bénéfices potentiels. Outre la possibilité d'obtenir de nouveaux débouchés pour les producteurs industriels australiens et les fournisseurs de services, les fermiers australiens devraient bénéficier de réductions de l'ordre de 70%-80% du soutien interne sur les marchés des grands "subventionneurs".<sup>12</sup> En octobre 2010, le gouvernement a estimé que même si les gains prévus en 2008 grâce à l'accord envisagé dans le cadre du Cycle de Doha n'ont pas été aussi importants que prévu, ils pouvaient néanmoins servir de base à de nouvelles négociations ainsi qu'à un renforcement et une amélioration.<sup>13</sup> De nouvelles approches envers les négociations ainsi qu'une attention concertée au niveau politique sont considérées comme des éléments cruciaux pour pouvoir progresser à brève échéance.<sup>14</sup>

*Aide pour le commerce*

19. Selon la Déclaration du gouvernement australien sur le commerce et le développement de 2009, la politique du pays en matière d'aide pour le commerce, qui est pilotée par la demande et soigneusement élaborée et coordonnée, repose sur deux piliers: l'amélioration de l'accès aux marchés et la mise en place d'économies compétitives.<sup>15</sup> Pour l'accès aux marchés, il s'agit notamment de renforcer la capacité des pays en développement à négocier concrètement, de les assister dans la mise en œuvre des accords commerciaux, de les aider à surmonter les obstacles au commerce dans la pratique et de consolider leur système institutionnel. Pour la mise en place d'économies compétitives, il s'agit d'investir dans les infrastructures des pays en développement liées au commerce ainsi que dans le développement des ressources humaines, de faciliter les investissements et le développement du secteur privé et de s'assurer que le commerce donne des résultats positifs en matière de développement. Les activités de l'Australie en matière d'aide pour le commerce ont augmenté et représentent 400 millions de dollars australiens, soit 10% de l'aide publique au développement du pays. L'aide pour le commerce s'effectue par le biais d'arrangements multilatéraux, régionaux et bilatéraux, l'essentiel de ces activités concernant l'Asie et le Pacifique. Outre la mise en œuvre de programmes d'assistance en faveur de pays (Éthiopie, Indonésie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Viet Nam, Zimbabwe) et de régions (États membres de l'ASEAN, pays de la région pacifique, Afrique), l'Australie a fourni une assistance par le biais de ses programmes multilatéraux liés à l'OMC. En 2009, l'Australie a contribué à hauteur de 1,75 million de dollars australiens au Fonds global d'affectation spéciale de l'OMC et a versé une contribution unique de 750 000 de dollars

---

<sup>12</sup> Renseignements en ligne du Ministre australien du commerce, "Trade at the centre of the global recovery", 16 février 2010, Sydney. Adresse consultée: [http://www.trademinister.gov.au/speeches/2010/100216\\_fca.html](http://www.trademinister.gov.au/speeches/2010/100216_fca.html) [12 septembre 2010].

<sup>13</sup> Renseignements en ligne du Ministre australien du commerce, "Trade liberalisation the pathway to growth, jobs and prosperity", 4 octobre 2010, discours prononcé devant le Parlement, Canberra. Adresse consultée: [http://www.trademinister.gov.au/speeches/2010/ce\\_sp\\_101004.html](http://www.trademinister.gov.au/speeches/2010/ce_sp_101004.html) [15 novembre 2010].

<sup>14</sup> Département des affaires étrangères et du commerce extérieur (2010a).

<sup>15</sup> Renseignements en ligne du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur, *Trade and Development Statement*. Adresse consultée: [http://www.dfat.gov.au/trade/trade\\_and\\_development/aid\\_for\\_trade.html](http://www.dfat.gov.au/trade/trade_and_development/aid_for_trade.html).

australiens au Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce. En 2010, elle a fourni 3 millions de dollars australiens au Centre consultatif sur la législation de l'OMC.<sup>16</sup>

**ii) Accords préférentiels et accords commerciaux régionaux (ACR)**

20. Même si la politique commerciale de l'Australie met l'accent sur la primauté du système commercial multilatéral (section 5)), son réseau d'arrangements commerciaux régionaux s'est étendu pendant la période examinée.<sup>17</sup> L'Australie reconnaît que la complémentarité entre les accords commerciaux multilatéraux, régionaux et bilatéraux a pour objectif final la libéralisation du commerce et l'intégration économique. Cependant, elle sait qu'il est risqué de se retirer dans des accords commerciaux préférentiels qui favorisent un pays ou un groupe de pays par rapport à un autre, entravent l'intégration économique et empêchent une allocation efficace des ressources.<sup>18</sup> Les engagements que l'Australie a pris dans le cadre des ACR vont au-delà des Accords actuels de l'OMC dans un certain nombre de domaines, y compris les services et l'investissement. Les engagements pris dans le cadre d'ACR en matière de droits de propriété intellectuelle s'étendent à tous les partenaires commerciaux. L'Australie vise à conclure des accords commerciaux préférentiels complets et de très bonne qualité<sup>19</sup>; son approche stratégique envers les accords bilatéraux de libre-échange consiste à négocier ou débattre de perspectives avec ses principaux marchés d'exportation.

21. En novembre 2009, il a été demandé à la Commission de la productivité d'étudier la capacité de ces accords commerciaux à répondre à l'évolution économique et commerciale nationale et internationale, à contribuer aux efforts visant à renforcer l'engagement de l'Australie dans la région et dans une architecture économique régionale en pleine évolution, à réduire les obstacles en matière de commerce et d'investissement et à empêcher l'introduction de nouveaux obstacles, ainsi qu'à servir de base au système commercial international et à l'OMC.<sup>20</sup> Selon certaines sources, les bénéfices dépendent largement des occasions que sauront saisir les entreprises par la suite. De plus, les ACR impliquent des coûts de négociation, d'administration et de mise en conformité. Le rapport final de la Commission de la productivité a été publié en novembre 2010.<sup>21</sup> Dans leur communication de juin 2010, l'Australie et sept autres Membres de l'OMC ont proposé de reprendre et de redynamiser les travaux permettant de mieux comprendre les éléments transversaux des ACR et leur importance systémique, en se fondant sur des documents descriptifs et factuels qui ne contiennent aucun jugement de valeur ni d'analyse juridique, établis par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et portant sur des questions horizontales et transversales.<sup>22</sup>

<sup>16</sup> Communiqué de presse de l'OMC, "Assistance technique: l'Australie donne 2,1 millions de francs suisses en faveur des programmes de développement de l'OMC", 17 juillet 2009. Adresse consultée: [http://www.wto.org/french/news\\_f/pres09\\_f/pr563\\_f.htm](http://www.wto.org/french/news_f/pres09_f/pr563_f.htm) [25 novembre 2010].

<sup>17</sup> Commission de la productivité (2010a).

<sup>18</sup> Renseignements en ligne du Ministre australien du commerce, "Trade at the centre of the global recovery", 16 février 2010, Sydney. Adresse consultée: [http://www.trademinister.gov.au/speeches/2010/100216\\_fca.html](http://www.trademinister.gov.au/speeches/2010/100216_fca.html) [12 septembre 2010].

<sup>19</sup> Du fait de l'importance croissante du commerce des services et de l'investissement en Australie et dans le monde, l'attention porte de plus en plus sur les restrictions au commerce des services qui sont traitées au niveau des ALE (chapitre IV).

<sup>20</sup> Commission de la productivité (2010a).

<sup>21</sup> Commission de la productivité (2010b).

<sup>22</sup> Document de l'OMC WT/REG/W/54/Rev.1 du 11 juin 2010.

## a) Accords commerciaux plurilatéraux

*Coopération économique Asie-Pacifique (APEC)*

22. L'Australie poursuit ses efforts de libéralisation régionale des échanges et de l'investissement dans le cadre du forum de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) établi en 1989.<sup>23</sup> En vertu de la Déclaration de Bogor de 1994, les membres de l'APEC se sont volontairement engagés à libéraliser le commerce et l'investissement au plus tard en 2020 (2010 pour les pays développés) grâce à une libéralisation unilatérale, régionale et multilatérale. Chaque année, les économies membres présentent des plans d'actions individuels indiquant les mesures qu'elles ont prises ou prévoient de prendre afin de réaliser les objectifs fixés pour 2010/2020. Dans son deuxième plan d'action individuel, examiné par les pairs de l'APEC en janvier 2007, l'Australie a notamment observé que des progrès réguliers avaient été réalisés en matière de libéralisation et de facilitation du commerce. Dans des domaines comme les droits de douane, les mesures non tarifaires, les services et l'investissement, l'Australie avait mis en œuvre une libéralisation unilatérale qui allait au-delà des engagements qu'elle avait pris dans le cadre du Cycle d'Uruguay.<sup>24</sup> Les progrès accomplis par les membres de l'APEC afin de remplir les objectifs de Bogor de 2010 sont en cours d'évaluation.

*Accord de libre-échange entre l'ASEAN, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (AANZFTA)*

23. Cet accord, conclu entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la plupart des pays de l'ASEAN, est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010 (pour l'Australie).<sup>25</sup> Il a été notifié à l'OMC au titre de l'article XXIV du GATT et de l'article V de l'AGCS le 8 avril 2010.<sup>26</sup> L'AANZFTA est un accord de libre-échange complet qui porte sur les marchandises, les services (y compris les mouvements temporaires des gens d'affaires), l'investissement, les droits de propriété intellectuelle, le commerce électronique, la politique de la concurrence et la coopération économique, en mettant plus particulièrement l'accent sur le renforcement des capacités.<sup>27</sup> Les droits de douane seront progressivement éliminés et d'ici à 2020, 90% à 100% des lignes tarifaires des pays de l'ASEAN les plus développés et du Viet Nam devraient être libres de droits, ce qui représente 96% des exportations australiennes actuelles vers la région. D'ici à 2020, tous les droits de douane australiens appliqués aux produits importés des parties à l'AANZFTA devraient être éliminés; depuis 2010, 96% des lignes tarifaires de l'Australie bénéficient d'un régime de franchise.<sup>28</sup> Pour les pays de l'ASEAN, les exclusions des engagements d'élimination des droits de douane ne devraient pas toucher plus de 1%

<sup>23</sup> Les membres de l'APEC sont intervenus pour une part importante du commerce australien puisque 75,3% des exportations de marchandises en 2009 (71,7% en 2006) et 69,8% des importations (72,3% en 2006) étaient à destination ou en provenance d'un partenaire de l'APEC, respectivement (Base de données Comtrade de la DSNU (CTCI Rev.3)).

<sup>24</sup> APEC (2007).

<sup>25</sup> L'AANZFTA est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010 pour huit des 12 signataires, à savoir l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Brunéi Darussalam, le Myanmar, la Malaisie, les Philippines, Singapour et le Viet Nam et le 12 mars 2010 pour la Thaïlande. Il est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011 pour le Laos et le 4 janvier 2011 pour le Cambodge. L'Indonésie s'efforçait de remplir les prescriptions internes le plus tôt possible en 2011.

<sup>26</sup> Document de l'OMC WT/REG284/N/1 S/C/N/545 du 9 avril 2010 et renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://rtais.wto.org/UI/CRShowRTAIDCard.aspx?enc=PSVt51JwOGE4c3benznAZaPtvbP2Y0W/oSiPelaf3Q> [12 septembre 2010].

<sup>27</sup> Renseignements en ligne du Ministre australien du commerce, "Trade at the centre of the global recovery", 16 février 2010, Sydney. Adresse consultée: [http://www.trademinister.gov.au/speeches/2010/100216\\_fca.html](http://www.trademinister.gov.au/speeches/2010/100216_fca.html) [12 septembre 2010].

<sup>28</sup> Renseignements en ligne du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur, "Fact sheet – Overview of Tariff Outcomes". Adresse consultée: <http://www.dfat.gov.au/trade/fta/asean/aanzfta/factsheets/oto.pdf> [15 novembre 2010].



de toutes les lignes tarifaires. Des périodes de transition plus longues et des résultats plus faibles en matière d'élimination des droits sont prévues pour le Viet Nam et les trois pays les moins développés (Myanmar, Cambodge et Laos), du fait de leur statut de membres de l'ASEAN plus récents dotés d'économies moins développées. Les règles d'origine applicables en vertu de l'AANZFTA sont très flexibles puisque pour 83% des sous-positions tarifaires, elles se baseront sur une approche "d'égalité" en vertu de laquelle les exportateurs peuvent choisir de suivre une règle basée sur le CTC (changement de classification tarifaire) ou sur une règle relative à la teneur en valeur régionale.

b) Accords commerciaux bilatéraux

*Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais (ACREANZ)*

24. Dans le cadre de l'ACREANZ, qui est le plus ancien accord de libre-échange de l'Australie, les échanges bilatéraux de tous les produits en provenance des deux pays sont restés exempts de droits de douane, de restrictions quantitatives, de mesures contingentes<sup>29</sup> et de certaines subventions. Un protocole de 1988 sur le commerce des services prévoit la libéralisation du marché, le traitement national et le traitement NPF, ainsi que l'accès à une présence commerciale.<sup>30</sup> L'accord est étayé par un réseau d'accords bilatéraux portant sur différentes questions, dont la circulation des personnes, la reconnaissance mutuelle des normes, les marchés publics et l'aviation. De nouvelles règles d'origine dans le cadre de l'ACREANZ sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007, avec des règles par produit remplaçant les règles antérieures du 50% minimum du coût de fabrication, qui étaient considérées comme complexes.<sup>31</sup> Les nouvelles règles d'origine demandent une classification tarifaire spécifiée au niveau des positions à six chiffres du SH et, pour une minorité significative de lignes tarifaires, une confirmation secondaire de la valeur régionale indiquant que des transformations importantes ont eu lieu. Une période de transition de cinq ans, qui s'achèvera le 1<sup>er</sup> janvier 2012, permet aux importateurs de revendiquer l'origine des marchandises en vertu de ces nouvelles règles ou des règles antérieures fondées sur le coût de fabrication.

*Accord commercial entre le Canada et l'Australie (CANATA)*

25. Au titre du CANATA, l'Australie accorde des préférences tarifaires allant de 1% (pour certains fruits et légumes, le bois d'œuvre) à 15% (pour les batteries de voiture) par rapport au taux NPF, pour plus de 400 lignes tarifaires (préférences tarifaires de 5% pour 300 lignes et de 15% pour 70 lignes). Cependant, leur importance a diminué en raison de l'absence de modification des marges de préférence depuis 1960, de réductions considérables des taux de droits dans les deux pays et de l'évolution de la structure des échanges. En outre, la plupart des engagements pris au titre de cet accord ont été remplacés par des réductions tarifaires négociées au sein de l'OMC.<sup>32</sup>

<sup>29</sup> Les importations en provenance de Nouvelle-Zélande ne font pas l'objet de mesures antidumping (ce type de mesures relevant de la législation sur la concurrence) ni de mesures de sauvegarde (document de l'OMC G/SG/N/1/AUS/2 du 2 juillet 1998).

<sup>30</sup> En 2009, 4% des exportations australiennes étaient destinées à la Nouvelle-Zélande, le septième plus grand marché d'exportation de biens et de services de l'Australie. La Nouvelle-Zélande est la huitième source d'importations pour l'Australie (Base de données Comtrade de la DSNU (CTCI Rev.3)).

<sup>31</sup> Renseignements en ligne du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur. Adresse consultée: [http://www.dfat.gov.au/geo/new\\_zealand/roos.html](http://www.dfat.gov.au/geo/new_zealand/roos.html); et les nouvelles règles d'origine dans le cadre de l'ACREANZ ont été consultées à l'adresse suivante: [http://www.dfat.gov.au/geo/new\\_zealand/anz\\_cer/anz\\_cer\\_rules\\_of\\_origin.html](http://www.dfat.gov.au/geo/new_zealand/anz_cer/anz_cer_rules_of_origin.html) [16 septembre 2010].

<sup>32</sup> Renseignements en ligne du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur. Adresse consultée: <http://www.dfat.gov.au/geo/canada/brief.html> [13 septembre 2010].

*Accord de libre-échange entre Singapour et l'Australie (SAFTA)*

26. Cet accord, qui est entré en vigueur le 28 juillet 2003, a été notifié à l'OMC au titre de l'article XXIV du GATT et de l'article V de l'AGCS le 25 septembre 2003, puis examiné par le Comité des accords commerciaux régionaux de l'OMC le 8 octobre 2004 et le 28 juillet 2005.<sup>33</sup> Outre la suppression des droits de douane, le SAFTA améliore l'accès aux marchés pour les exportateurs de services australiens, notamment dans le domaine des services d'enseignement, des services environnementaux, des services de télécommunications et des services professionnels.<sup>34</sup> Il offre également un cadre commercial plus ouvert et prévisible dans un certain nombre de domaines, y compris la politique de la concurrence, les marchés publics, la propriété intellectuelle, le commerce électronique, les procédures douanières et les voyages d'affaires.<sup>35</sup> Le deuxième examen ministériel du SAFTA s'est achevé le 27 juillet 2009; les modifications qui en ont découlé se rapportent aux marchés publics, à l'investissement, aux télécommunications et à la propriété intellectuelle, et devraient entrer en vigueur début 2011.<sup>36</sup>

*Accord de libre-échange Thaïlande-Australie (TAFTA)*

27. Cet accord, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005, a été notifié à l'OMC au titre de l'article XXIV du GATT et de l'article V de l'AGCS le 27 décembre 2004, puis examiné par le Comité des accords commerciaux régionaux de l'OMC les 14 et 15 mai 2007.<sup>37</sup> Dès son entrée en vigueur, la Thaïlande a supprimé ses droits de douane sur environ 53% de toutes les positions tarifaires, ce qui représente 78% des importations thaïlandaises provenant d'Australie.<sup>38</sup> 41% de lignes tarifaires thaïlandaises supplémentaires, soit 17% des importations depuis l'Australie au moment de l'entrée en vigueur de l'accord, ont été progressivement exemptés de droits en 2010.<sup>39</sup> Tous les droits restants, y compris les contingents tarifaires, seront éliminés au plus tard en 2015 ou 2020, sauf pour le lait écrémé en poudre, le lait liquide et la crème, pour lesquels les contingents tarifaires seront supprimés en 2025. En 2010, l'Australie avait éliminé pratiquement tous les droits de douane sur les marchandises d'origine thaïlandaise, à l'exception de 225 positions tarifaires concernant les vêtements et certains textiles finis (4% des échanges), qui seront graduellement exemptés en 2015. Outre ces questions liées au commerce des biens, le TAFTA comporte aussi des dispositions sur le commerce

<sup>33</sup> Document de l'OMC WT/REG158/N/1 S/C/N/233 du 1<sup>er</sup> octobre 2003 et renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://rtais.wto.org/UI/PublicShowMemberRTAIDCard.aspx?enc=EdyU9OuGnpdPTg3EXz/WP1dozKMhMbe4VrzIXLz+a7Q=> [12 septembre 2010].

<sup>34</sup> En matière de commerce et d'investissement, Singapour est le principal partenaire de l'Australie en Asie du Sud-Est; en 2009, Singapour était le huitième marché d'exportation de l'Australie et sa quatrième source d'importations (Base de données Comtrade de la DSNU (CTCI Rev.3)).

<sup>35</sup> Renseignements en ligne du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur. Adresse consultée: [http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/australia\\_singapore\\_agreement.html](http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/australia_singapore_agreement.html) [12 septembre 2010].

<sup>36</sup> Texte du SAFTA consulté à l'adresse suivante: <http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/safta/index.html>.

<sup>37</sup> Le texte intégral du TAFTA figure dans le document de l'OMC WT/REG185/1 du 18 février 2005, et en ligne à l'adresse suivante: [http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/aust-thai/tafta\\_toc.html](http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/aust-thai/tafta_toc.html) [16 septembre 2010]. Voir également le document de l'OMC WT/REG185/N/1, S/C/N/311 du 5 janvier 2005, et les renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://rtais.wto.org/UI/PublicShowMemberRTAIDCard.aspx?enc=YYuDN7xlkFIOozLDIR+cDfuijMHixZpdtLn6hBLfhEM=> [12 septembre 2010].

<sup>38</sup> En 2009, la Thaïlande était le dixième plus grand marché d'exportation de marchandises de l'Australie et sa septième source d'importations (Base de données Comtrade de la DSNU (CTCI Rev.3)).

<sup>39</sup> Renseignements en ligne du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur. Adresse consultée: [http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/aust-thai/goods\\_outcome\\_benefits\\_031003.html](http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/aust-thai/goods_outcome_benefits_031003.html) [12 septembre 2010].

des services, l'investissement, le mouvement de personnes physiques, le commerce électronique, la politique de la concurrence et les droits de propriété intellectuelle.

*Accord de libre-échange Australie-États-Unis (AUSFTA)*

28. Cet accord, qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005, a été notifié à l'OMC au titre de l'article XXIV du GATT et de l'article V de l'AGCS le 22 décembre 2004, puis examiné par le Comité des accords commerciaux régionaux de l'OMC le 13 septembre 2007.<sup>40</sup> Il s'agit d'un accord complet qui se rapporte aux biens, aux services (y compris les services financiers), à l'investissement, aux marchés publics, aux normes et aux règlements techniques, aux questions liées à la concurrence, au commerce électronique, aux droits de propriété intellectuelle, aux questions relatives au travail et à l'environnement.<sup>41</sup> À son entrée en vigueur, les droits de douane ont été éliminés sur plus de 80% des lignes tarifaires pour les produits australiens entrant aux États-Unis, avec des volumes contingentaires pour les produits laitiers et les autres produits agricoles qui ont immédiatement commencé à augmenter. Pratiquement tous les droits de douane américains restants seront éliminés d'ici à 2015, à l'exception de la viande de bœuf, qui bénéficiera d'un accès en franchise de droit à partir de 2022, et de certains produits laitiers pour lesquels un contingent tarifaire continuera de s'appliquer. Depuis 2005, 86,6% des lignes tarifaires de l'Australie (97,6% des importations provenant des États-Unis, moyenne sur la période 2002-2004) sont en franchise de droits pour les produits originaires des États-Unis. Depuis 2010, 3,1% de lignes tarifaires supplémentaires (0,5% des importations en 2002-2004), essentiellement des produits textiles, sont devenus libres de droits.<sup>42</sup> D'ici à 2015, toutes les lignes tarifaires australiennes devront être complètement libéralisées, à l'exception de huit lignes (concernant les véhicules automobiles usagés pour le transport de personnes) qui resteront frappées d'un droit spécifique (0,1% des importations provenant des États-Unis). Une liste de changements apportés à certaines annexes de l'AUSFTA a été dressée en mars 2010 afin d'en vérifier leur mise en conformité avec les modifications du SH qui sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

*Accord de libre-échange Australie-Chili (ACIFTA)*

29. Cet accord, qui est entré en vigueur le 6 mars 2009, a été notifié à l'OMC au titre de l'article XXIV du GATT et de l'article V de l'AGCS le 3 mars 2009, puis examiné par le Comité des accords commerciaux régionaux de l'OMC le 14 juin 2010.<sup>43</sup> Dès l'entrée en vigueur de l'ACIFTA, 90,9% des lignes tarifaires australiennes sont devenues libres de droits, ce qui correspond à 99,5% de la valeur des importations depuis le Chili (pendant la période 2006-2008). Les droits applicables aux 9,2% de lignes restantes, qui couvrent 0,5% des importations en provenance du Chili, doivent être progressivement réduits puis éliminés d'ici à 2015.<sup>44</sup> En 2009, 87% des lignes tarifaires du Chili, correspondant à 98,6% de la valeur des importations en provenance d'Australie, sont devenues libres

<sup>40</sup> Le texte intégral de l'AUSFTA figure dans le document WT/REG184/1 du 11 février 2005 et en ligne à l'adresse suivante: [http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/us\\_fta/](http://www.dfat.gov.au/trade/negotiations/us_fta/) [16 septembre 2010]. Voir également le document de l'OMC WT/REG184/N/1, S/C/N/310 du 23 décembre 2004, et les renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://rtais.wto.org/UI/PublicShowMemberRTAIDCard.aspx?enc=B94W41tG1vwF/jmx6mkvMDJegT0g5+vvRY2nhziPpBE=> [12 septembre 2010].

<sup>41</sup> En 2009, les États-Unis étaient le troisième partenaire commercial de l'Australie.

<sup>42</sup> Document de l'OMC WT/REG184/3 du 11 juin 2007.

<sup>43</sup> Le texte intégral de l'ACIFTA a été consulté à l'adresse suivante: <http://www.austlii.edu.au/au/other/dfat/treaties/2009/6/>. Pour obtenir plus de renseignements, voir: <http://www.dfat.gov.au/geo/chile/fta/index.html> [16 septembre 2010]; document de l'OMC WT/REG263/N/1, S/C/N/484 du 5 mars 2009 et renseignements en ligne. Adresse consultée: <http://rtais.wto.org/UI/PublicShowMemberRTAIDCard.aspx?enc=p+ShsWILnAcvIvAR037oHks7Y64dKWq/MvC5QRJs9Bg=> [12 septembre 2010].

<sup>44</sup> Document de l'OMC WT/REG263/1 du 1<sup>er</sup> avril 2010.

de droits, les droits restants devant être éliminés d'ici à 2015.<sup>45</sup> Tout comme les autres accords de libre-échange de l'Australie, l'ACIFTA est un accord complet qui comporte également des dispositions relatives au commerce des services, à l'investissement, aux marchés publics, aux normes et aux règlements techniques, aux questions liées à la concurrence, au commerce électronique et aux droits de propriété intellectuelle.

30. L'ACIFTA devait offrir aux exportateurs australiens des possibilités dans tous les secteurs, y compris les activités minières, les technologies et services relatifs à l'énergie, les services d'ingénierie et de conseil, les services de franchisage, l'enseignement et la formation, les technologies de l'information, le tourisme et les infrastructures. Les autres secteurs concernés comprennent l'énergie (charbon, gaz naturel liquéfié, énergies renouvelables), l'agriculture (produits laitiers, viande, matériel génétique ovin et bovin, technologies de production) et les produits alimentaires et les boissons, y compris le vin.<sup>46</sup>

c) Accords futurs

31. D'autres accords bilatéraux sont en cours de négociation avec la Chine (depuis 2005), le Japon (depuis 2007), la Malaisie (depuis 2005)<sup>47</sup> et la République de Corée (depuis 2009). Des annonces préalables de ces négociations (sauf celles avec la Corée) ont été faites à l'OMC et peuvent être consultées dans la base de données relative aux ACR. Des négociations entre l'Indonésie et l'Australie portant sur un accord de partenariat économique global ont été annoncées le 3 novembre 2010. Concernant les accords commerciaux de l'Australie au niveau régional, des négociations ont également lieu avec le Conseil de coopération du Golfe (depuis 2007) et ont également fait l'objet d'une annonce préalable à l'OMC. Des négociations au sein du Forum des îles du Pacifique ont trait au PACER Plus (Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques) (depuis 2009) et d'autres concernent l'Accord de partenariat transpacifique (depuis 2010), qui élargira le cadre de l'actuel Accord stratégique transpacifique de partenariat économique entre le Brunéi Darussalam, le Chili, la Nouvelle-Zélande et Singapour, en vigueur depuis 2006.<sup>48</sup> Enfin, une étude de faisabilité est en cours en vue d'un accord bilatéral avec l'Inde.

d) Arrangements préférentiels unilatéraux

32. L'Australie a continué d'accorder un traitement préférentiel unilatéral aux importations originaires des pays en développement et des pays les moins avancés dans le cadre du Système australien de préférences tarifaires, des pays insulaires du Forum dans le cadre de l'Accord de coopération commerciale et économique de la région du Pacifique Sud et de Papouasie-Nouvelle-Guinée dans le cadre de l'Accord sur les relations commerciales entre la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Australie. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2003, l'Australie accorde l'accès en

---

<sup>45</sup> Les échanges bilatéraux entre l'Australie et le Chili, en forte augmentation, sont passés de 857 millions de dollars australiens en 2007 à 1,4 milliard en 2008. L'Australie est le quatrième investisseur étranger au Chili, avec environ 3 milliards de dollars EU d'investissement direct. Renseignements en ligne du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur. Adresse consultée: [http://www.dfat.gov.au/geo/chile/fta/facts\\_at\\_a\\_glance.html](http://www.dfat.gov.au/geo/chile/fta/facts_at_a_glance.html) [16 septembre 2010].

<sup>46</sup> Renseignements en ligne du Département des affaires étrangères et du commerce extérieur. Adresse consultée: [http://www.dfat.gov.au/geo/chile/fta/facts\\_at\\_a\\_glance.html](http://www.dfat.gov.au/geo/chile/fta/facts_at_a_glance.html) [16 septembre 2010].

<sup>47</sup> Ces négociations ont été suspendues lors des négociations de l'AANZFTA et les deux pays examinent actuellement la possibilité de reprendre les négociations.

<sup>48</sup> Les États-Unis et le Pérou ont également participé aux négociations de l'Accord stratégique transpacifique de partenariat économique (Commission de la productivité, 2010a).

franchise de droits et sans contingent à toutes les marchandises originaires des 50 pays désignés par la CNUCED comme étant des PMA (chapitre III).

## 7) DIFFERENDS COMMERCIAUX ET CONSULTATIONS

33. L'Australie est d'avis que la résolution des différends est essentielle au système commercial multilatéral afin de le rendre plus sûr et prévisible.<sup>49</sup> Depuis son dernier examen des politiques commerciales, l'Australie n'a engagé aucune procédure de règlement des différends à l'OMC mais, en 2007, elle a participé en tant que défendeur à un différend engagé par la Nouvelle-Zélande concernant des mesures australiennes affectant l'importation de pommes (chapitre III).<sup>50</sup> Un autre différend engagé par l'UE en 2003<sup>51</sup> contre le régime de quarantaine de l'Australie a été réglé au moyen d'une solution convenue d'un commun accord en mars 2007. Par ailleurs, pendant la période à l'examen, l'Australie a été impliquée comme tierce partie dans 20 différends qui concernaient des mesures visant, notamment, les chaussures, les éléments de fixation, les vins et spiritueux, les cigarettes, le thon, la volaille, la viande de bœuf, les matières premières, les produits des technologies de l'information.<sup>52</sup>

34. L'Australie s'efforce aussi de régler ses différends dans le cadre d'accords internationaux qui comportent des dispositions relatives à la résolution de différends entre états et/ou entre états et investisseurs.<sup>53</sup> Des services de règlement des différends sont fournis notamment par le Centre australien pour les différends internationaux, le Centre australien d'arbitrage commercial international, l'Institut des arbitres et médiateurs australiens, l'organisation Lawyers Engaged in Alternative Dispute Resolution (Juristes pour un autre règlement des différends). Aucun différend intergouvernemental commercial ou lié au commerce n'a été réglé en dehors de l'OMC depuis 2007.

## 8) REGIME DE L'INVESTISSEMENT ETRANGER

35. L'Australie continue d'encourager l'investissement étranger s'il est compatible avec ses intérêts nationaux.<sup>54</sup> Son système de contrôle (voir ci-dessous) permet de prendre en considération, notamment, les préoccupations de la communauté concernant l'appartenance de certains biens australiens à des entités étrangères.<sup>55</sup> Un des objectifs de la politique en matière d'investissement

<sup>49</sup> Commission de la productivité (2010c).

<sup>50</sup> Suite à la distribution du rapport du Groupe spécial (WT/DS367/R) le 9 août 2010, les deux parties ont décidé de faire appel auprès de l'Organe d'appel. Adresse consultée: [http://www.wto.org/french/tratop\\_f/dispu\\_f/cases\\_f/ds367\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds367_f.htm).

<sup>51</sup> Document de l'OMC WT/DS287/1 du 9 avril 2003.

<sup>52</sup> Pour ces 20 différends, seuls 14 groupes spéciaux ont été établis, certains pour examiner plusieurs différends. Renseignements en ligne de l'OMC. Adresse consultée: [http://www.wto.org/french/thewto\\_f/countries\\_f/australia\\_f.htm](http://www.wto.org/french/thewto_f/countries_f/australia_f.htm) [28 septembre 2010].

<sup>53</sup> L'Australie est partie à la Convention de 1958 sur la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (Convention de New York), à la Convention de 2006 pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États et à la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international avec ses modifications adoptées en 2006 (la Loi type). En outre, des dispositions relatives au règlement des différends figurent dans les accords de libre-échange et les accords de promotion et de protection des investissements (section 6) ii) et 8)).

<sup>54</sup> Département du Trésor (2010a).

<sup>55</sup> En 2010, l'Australie arrivait à la 32<sup>ème</sup> place (sur 48) dans l'Indice de restrictivité de l'IDE de l'OCDE, composé d'indicateurs sur les restrictions à la prise de participation étrangère, le filtrage, le personnel clé et les restrictions opérationnelles; le processus de filtrage de l'Australie a largement contribué à son résultat général, qui est en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE. Les autorités ont déclaré que l'indice de l'OCDE ne rendait pas précisément compte des obstacles à l'investissement de l'Australie car la restriction de l'IED se

étranger est de trouver l'équilibre entre ces préoccupations et les bénéfices économiques importants tirés de l'investissement étranger. L'Australie reste relativement bien placée au niveau international quant à la facilité de faire des affaires et les risques liés à l'investissement.<sup>56</sup>

36. En vertu de la Loi de 1975 sur les acquisitions et prises de contrôle par des étrangers, de son règlement d'application et de la politique en matière d'investissement étranger, l'Australie a poursuivi son processus de filtrage visant à assurer que l'investissement étranger ne soit pas contraire à l'"intérêt national", que les restrictions en matière d'investissement étranger continuent d'être appliquées dans certains secteurs sensibles comme les aéroports, les banques, les biens immeubles à usage d'habitation, les télécommunications, le transport (l'aviation civile et la navigation maritime)<sup>57</sup> et peut-être, plus récemment, les ressources naturelles.<sup>58</sup> Les procédures de filtrage, appliquées par la Commission d'examen des investissements étrangers, concernent seulement les demandes des investisseurs les plus importantes, à savoir tout achat proposé par une entité étrangère et des associés, de plus de 15% d'une entreprise australienne, ou par plusieurs entités étrangères de plus de 40% en tout. Les investisseurs doivent notifier leur proposition au gouvernement si elle dépasse un ensemble de seuils monétaires fixés en dernier lieu en 2009 (voir ci-dessous).<sup>59</sup> Les grands projets d'investissements étrangers sont évalués selon un critère "d'intérêt national" non défini dans la loi mais qui est déterminé par le gouvernement en se fondant sur une série de facteurs<sup>60</sup> et interprété au cas par cas. Les autorités estiment que les engagements relatifs au mode 3 de l'AGCS pris par l'Australie ne sont pas soumis au critère d'intérêt national.<sup>61</sup>

fondait sur des réserves par rapport aux codes de l'OCDE plutôt que sur des restrictions réelles d'IED (Kalinova, Palerm, et Thomsen, 2010).

<sup>56</sup> En 2010, la Banque mondiale a classé l'Australie à la 9<sup>ème</sup> place (sur 183 pays) pour la facilité à faire des affaires, soit la même place qu'en 2009; cependant, en termes de protection des investisseurs, elle a reculé de quatre places pour se classer 57<sup>ème</sup>. Les autorités ont déclaré que ce recul était dû à une amélioration de la protection dans d'autres pays plutôt qu'à une baisse de la protection en Australie (Banque mondiale, 2010).

<sup>57</sup> En vertu de la Loi de 1996 sur les aéroports, une participation des capitaux étrangers est autorisée jusqu'à hauteur de 49%, avec une limite de 5% pour les compagnies aériennes étrangères en ce qui concerne certains aéroports et des limites de participation croisée de 15% entre l'aéroport de Sydney (avec Sydney West) et les aéroports de Melbourne, Brisbane et Perth. La Loi de 1981 sur l'immatriculation des navires dispose qu'afin qu'un navire soit immatriculé en Australie, il doit appartenir en majorité à un ressortissant australien (c'est-à-dire un citoyen australien, une personne morale constituée conformément à la législation du Commonwealth ou à celle d'un État ou d'un Territoire) à moins qu'il ne soit affrété par un opérateur australien (Département du Trésor, 2009a).

<sup>58</sup> En 2009, un haut fonctionnaire de la Commission d'examen de l'investissement étranger a fait des déclarations publiques concernant l'investissement étranger dans le secteur des ressources, explicitant ainsi davantage le processus de prise de décisions de la Commission à cet égard. Il aurait indiqué que le gouvernement préférerait que les investissements étrangers dans les grandes sociétés d'exploitation des ressources australiennes soient inférieurs à 15% de leur capital, que les investissements dans des projets entièrement nouveaux soient inférieurs à 50% et que les sociétés australiennes cotées en bourse le restent. Cependant, les documents de politique publiés par la Commission ne font pas expressément référence aux directives informelles exposées par ce haut fonctionnaire et il est donc difficile d'établir le degré de soutien dont il bénéficie. De toute façon, il est rare que la Commission rejette des demandes d'approbation d'investissements dans le secteur des ressources (voir Crean *et al.*).

<sup>59</sup> Novak (2008) et Département du Trésor (2009a).

<sup>60</sup> Dans le cadre de l'examen des propositions d'investissements étrangers, le gouvernement tient en général compte de la sécurité nationale, de la concurrence, d'autres politiques (y compris les taxes), de l'incidence sur l'économie et la communauté et du profil de l'investisseur (Département du Trésor, 2010a).

<sup>61</sup> Les autorités ont indiqué que la Liste de l'Australie ne contenait aucune prescription relative à l'examen des moyens économiques, aux coentreprises ou visant à limiter le change ou le rapatriement des bénéfices. De plus, il n'existe aucune limitation horizontale à la participation étrangère au capital ou au type de

37. Pendant la période à l'examen, les principaux changements apportés au régime d'investissement étranger de l'Australie ont eu trait à la suppression des restrictions à la participation étrangère dans le secteur des médias (avril 2007) ainsi qu'à la réintroduction, le 26 juin 2010, d'arrangements de filtrage pour les acquisitions de biens immeubles à usage d'habitation par des personnes étrangères, qui avaient été temporairement suspendus en décembre 2008.<sup>62</sup> Par suite de ce changement, la proportion des approbations soumises à condition est tombée à 58% des approbations totales en 2008/09, contre 79% en 2007/08. En outre, à partir du 22 septembre 2009, afin de réduire les frais de mise en conformité, les investisseurs étrangers privés qui proposent d'investir dans des entreprises australiennes ne sont tenus de le notifier que s'il s'agit de l'acquisition de 15% ou plus d'une entreprise d'une valeur minimale de 231 millions de dollars australiens.

38. Malgré les préoccupations liées aux restrictions abordées ci-dessus, parmi les 5 352 demandes acceptées en 2008/09 (contre 7 841 en 2007/08, soit 32% de moins), 3 086 ont été approuvées sous certaines conditions et 2 266, sans conditions.<sup>63</sup> Seules trois demandes, toutes liées à des acquisitions immobilières, ont été rejetées en 2008/09 (contre 14 en 2007/08), soit moins de 0,1% de toutes les demandes examinées. Entre 2007/08 et 2008/09, les approbations ont généralement augmenté de 8% dans des secteurs autres que l'immobilier; 97% des propositions ont été traitées dans un délai de 30 jours et celles qui ont pris plus de 30 jours avaient en général enregistré des retards dans la réception des renseignements demandés aux parties, ou étaient des cas très complexes ou sensibles.

39. L'Australie a conclu des accords bilatéraux de promotion et de protection de l'investissement avec 22 pays.<sup>64</sup> Ceux-ci accordent le traitement NPF aux investissements étrangers, fournissent des garanties en matière de nationalisation/d'expropriation et établissent des mécanismes de règlement des différends (voir la section 7)). L'Australie, qui est membre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)<sup>65</sup>, n'a connu aucun différend en matière d'investissement impliquant des sociétés étrangères pendant la période examinée.

40. Les conventions visant à éviter la double imposition fondées sur le Modèle de convention fiscale de l'OCDE concernant le revenu et la fortune sont en vigueur dans plusieurs pays.<sup>66</sup> Pendant la

---

présence commerciale qu'un investisseur doit adopter. Les engagements de l'Australie relatifs au mode 3 de l'AGCS reflètent l'accès aux marchés actuel et appelle l'attention des partenaires commerciaux sur l'existence d'un cadre de politique. Par ailleurs, il est précisé dans les engagements pris dans le cadre de l'AGCS que "[...] les propositions d'investissement d'intérêts étrangers dans les services qui figurent dans la Liste [...] sont agréées sauf considérations éventuelles d'intérêt national".

<sup>62</sup> Commission d'examen de l'investissement étranger (2010).

<sup>63</sup> Commission d'examen de l'investissement étranger (2010).

<sup>64</sup> Argentine, Chili, Chine, Égypte, Hong Kong (Chine), Hongrie, Inde, Indonésie, Laos, Lituanie, Mexique, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, République tchèque, Sri Lanka, Turquie, Uruguay et Viet Nam (Renseignements en ligne de la Commission d'examen de l'investissement étranger. Adresse consultée: [http://www.firb.gov.au/content/international\\_investment/bilateral.asp?NavID=27](http://www.firb.gov.au/content/international_investment/bilateral.asp?NavID=27) [7 septembre 2010]).

<sup>65</sup> L'Australie observe les prescriptions de notification et de transparence du Code de l'OCDE pour la libéralisation des mouvements de capitaux, souscrit à la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales ainsi qu'aux Directives de l'OCDE sur les entreprises multinationales (les Directives).

<sup>66</sup> Afrique du Sud, Allemagne, Argentine, Autriche, Belgique, Canada, Chine, Corée (Rép. de) Danemark, Espagne, États-Unis, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Kiribati, Malaisie, Malte, Mexique, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Pologne, République tchèque, République slovaque, Roumanie, Royaume-Uni, Singapour, Sri Lanka, Suède, Suisse, Taipei chinois, Thaïlande, Timor-Leste et Viet Nam

période à l'examen, les modifications aux conventions signées avec le Japon, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud sont entrées en vigueur, de même que celles concernant les conventions passées avec la Finlande, la France et la Norvège. En septembre 2010, l'entrée en vigueur des conventions signées avec le Chili (mars 2010) et la Turquie (avril 2010) ainsi que des protocoles portant modification des conventions passées avec la Belgique (juin 2009), la Malaisie (février 2010) et Singapour (septembre 2009) était encore en suspens en raison de la longueur des procédures internes australiennes donnant force de loi aux conventions fiscales. La convention signée avec le Chili est la seule qui contienne des dispositions NPF et aucune convention ne contient des dispositions d'"imputation fictive". Depuis 2007, l'Australie négocie avec 25 pays des accords sur l'échange de renseignements fiscaux, dont 18 sont déjà en vigueur.<sup>67</sup>

---

(Renseignements en ligne du Département du Trésor). Adresse consultée: [http://www.treasury.gov.au/documents/625/XLS/Australian\\_Tax\\_Treaty\\_Table\\_September%202010.xls](http://www.treasury.gov.au/documents/625/XLS/Australian_Tax_Treaty_Table_September%202010.xls) [29 septembre 2010]).

<sup>67</sup> Ces pays sont les suivants: Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Aruba, Bahamas, Belize, Bermudes, Dominique, Gibraltar, Grenade, Guernsey, île de Man, îles Caïmanes, îles Cook, îles Marshall, îles Turques-et-Caïques, îles Vierges britanniques, Jersey, Monaco, Samoa, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Vanuatu (Renseignements en ligne du Département du Trésor). Adresse consultée: [http://www.treasury.gov.au/documents/625/XLS/Australian\\_Tax\\_Treaty\\_Table\\_September%202010.xls](http://www.treasury.gov.au/documents/625/XLS/Australian_Tax_Treaty_Table_September%202010.xls) [29 septembre 2010]).